



LE SERVICE PUBLIC : Une idée moderne, révolutionnaire !

Service public : Enjeu de société

Avec sa soi-disant consultation (dans le cadre du programme Action Publique 2022 (raison : CAP 22 est le « comité d'experts » grandes banques, multinationales...)).

Le gouvernement a déclaré la guerre à des services publics déjà affaiblis par des décennies de démantèlement et d'austérité imposés par l'Union Européenne et son dogme de la « concurrence libre et non faussée » dans tous les domaines. **L'objectif est clair : restreindre le champ du service public et démanteler le statut des fonctionnaires et des autres salariés du secteur public** (électriciens, gaziers, cheminots, traminots...) ayant conquis un statut protecteur pour eux et garant de leur indépendance et la qualité du service rendu. Tout cela au profit d'emplois précaires moins nombreux, sous-payés, corvéables à merci et sous la coupe directe de la hiérarchie. **Ces régressions menacent autant les usagers que les travailleuses et travailleurs du secteur public**, sans parler des pressions sur les conditions d'emploi dans le secteur privé pris dans une spirale de nivellement par le bas.

Face au marché : le service public ferroviaire

Le service public ferroviaire se trouve particulièrement menacé par les projets gouvernementaux. Le président Macron entend aggraver la politique de transport de ses prédécesseurs, déjà farouchement hostiles au rail et au service public, avec *l'abandon de l'écotaxe, l'augmentation de la TVA sur les billets de train, le sous-investissement ferroviaire pendant qu'on relançait les programmes autoroutiers, l'autorisation du transport par autocar privé en concurrence frontale avec le train, le refus de désendetter RFF devenu SNCF Réseau malgré les promesses, les fermetures de lignes, suppressions de trains et d'emplois de cheminots et finalement, un décret scélérat décrétant l'abandon de l'entretien des lignes ferroviaires « secondaires », « refilé » au bon vouloir des régions. Ce bilan accablant, alors que le transport routier, lourdement subventionné, est responsable de nuisances sanitaires et écologiques dramatiques*, semble ne pas suffire à nos dirigeants : la poursuite des suppressions d'emplois à la SNCF est au programme, la reconversion de voies de chemin de fer inutilisées en routes pour automobiles autonomes est ouvertement envisagée plutôt que leur rénovation et leur réouverture, l'abandon des grands projets ferroviaires ne s'accompagne nullement d'une priorité aux trains du quotidien, comme l'a fait croire la ministre des transports, mais d'un *désengagement général* de l'État du transport ferroviaire et d'une priorité encore accrue donnée au transport routier.

Le salut viendra-t-il de la concurrence ?

C'est ce que tentent de nous faire croire certains néolibéraux semblant subitement préoccupés de l'avenir du chemin de fer en France. En réalité ils sont simplement impatients d'appliquer au plus vite les directives européennes de dérégulation totale du secteur des transports ? La concurrence ne sert pas l'intérêt général, l'exemple du fret le montre : depuis plus de dix qu'il est ouvert à la concurrence, les trains, *tous opérateurs confondus*, convoient beaucoup moins de marchandises qu'avant. L'ouverture à la concurrence n'a servi que les entreprises de transports routiers par camions, dont le nombre a explosé, et permis à quelques sociétés privées de s'aventurer dans le secteur ferroviaire français, en s'affranchissant du statut des cheminots de la SNCF... **Les « cars Macron » n'ont pas amélioré la desserte du territoire** : ils ne s'aventurent guère dans les territoires ruraux peu peuplés les plus mal irrigués par le rail, plus des trois quarts d'entre eux se concentrent sur des liaisons parallèles à des voies ferrées, car elles s'avèrent plus rentables pour leurs propriétaires ! Comment croire que l'ouverture à la concurrence améliorerait la situation des trains de voyageurs alors qu'une *politique d'État* délaisse voire sabote l'infrastructure sur laquelle les trains, qu'ils appartiennent ou pas à la SNCF, circulent, et *organise une concurrence déloyale* de modes de transport beaucoup moins écologiques (automobile, avion à bas coût) avec force subventions ? Comment l'apparition de nouveaux opérateurs ferroviaires ne déstructurerait-elle pas encore davantage un système ferroviaire volontairement désorganisé et balkanisé, alors que le rail, mode de transport guidé fonctionnant en réseau, a besoin d'une vision et d'une organisation d'ensemble des circulations pour accomplir correctement son rôle d'irrigation des territoires ?

L'urgence de la convergence des luttes

La Convergence Nationale Rail, membre de la Convergence Nationale des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics, **lance un Appel-Manifeste pour le service public ferroviaire en France** afin d'alerter et mobiliser le plus largement possible. Nous exigeons notamment :

- l'abandon de l'ouverture à la concurrence dans le secteur ferroviaire, le retour à une SNCF unifiée dont la priorité absolue soit le chemin de fer en France et fonctionnant comme un service public, donc non assujettie à la rentabilité financière ;
- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois à la SNCF et un plan pluriannuel de créations de postes pour répondre aux besoins des usagers ;
- la reconnaissance de la dette du système ferroviaire comme une dette d'État que ni les cheminots ni les usagers n'ont à payer ;
- la sauvegarde et la rénovation urgente de l'infrastructure ferroviaire, la réouverture et la modernisation de lignes et de trains, de jour et de nuit, dans tout le pays, dans la cadre d'une politique de développement équilibré du territoire évitant l'hypertrophie des métropoles et la désertification rurale, qui prévoit également la sauvegarde, le retour et le développement des autres services publics menacés (Poste, hôpitaux et maternités, écoles, etc.) et une réindustrialisation de la France dans le respect de l'humain et de l'environnement ;
- une augmentation du versement transport qui ouvre la voie à un financement abondant le service public ferroviaire, avec des tarifs accessibles pour les usagers.

Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des Services Publics : www.convergence-sp.fr

Convergence Nationale Rail : <http://www.convergence-nationale-rail.fr/>